



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.  
LIMITÉE

E/CN.14/PSD.1/5  
7 décembre 1979

Français  
Original: Anglais

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Preière session de la Conférence commune  
des planificateurs, des statisticiens et  
des démographes africains

Addis-Abéba, 24 mars - 2 avril 1980

**RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ORGANISATION, LE  
CONTENU ET LES MÉTHODES DES ENQUÊTES SUR LES MÉNAGES**

**S O M M A I R E**

	<u>Paragraphes</u>
PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX . . . . .	1 - 4
ORDRE DU JOUR . . . . .	5
COMPTE RENDU DES DÉBATS . . . . .	6 - 11
RAPPORT INTERIMAIRES SUR LE PROGRAMME AFRICAINE CONCERNANT LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS D'ENQUÊTES SUR LES MÉNAGES (PADEH) . . . . .	12 - 19
DONNÉES REQUISES SUR LES MÉNAGES . . . . .	20 - 36
CONDITIONS ESSENTIELLES À REMPLIR POUR METTRE EN PLACE UN DISPOSITIF NATIONAL D'ENQUÊTES SUR LES MÉNAGES . .	37 - 46
QUELQUES MÉTHODES COURANTES DE SONDAGE: LEURS AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS . . . . .	47 - 63
ORGANISATION DE PROGRAMMES D'ENQUÊTES SUR LES MÉNAGES .	64 - 75
TRAITEMENT, ÉVALUATION ET ANALYSE DES DONNÉES ET ÉTA- BLISSEMENT DE RAPPORTS, LEUR PUBLICATION ET LEUR DIFFUSION . . . . .	97 - 111
PROGRAMME DE TRAVAIL FUTUR . . . . .	112
ASSISTANCE TECHNIQUE ET FINANCIÈRE . . . . .	113 - 126
AUTRES QUESTIONS . . . . .	127 - 139
ADOPTION DU RAPPORT . . . . .	140

## A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Ouverture et durée de la réunion

1. La réunion du Groupe de travail sur l'organisation, le contenu et les méthodes des enquêtes sur les ménages a eu lieu au siège de la CEA, à Addis-Abeba, du 15 au 19 octobre 1979. La réunion a été ouverte par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

Participation

2. A cette réunion participaient 22 experts des pays suivants, à titre individuel : Ethiopie, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Nigéria, Ouganda, République Unie du Cameroun, République Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Swaziland, Tchad, Tunisie et Zambie.

3. L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et l'Enquête mondiale sur la fécondité étaient également représentés à cette réunion, ainsi que le Bureau de statistique de l'ONU. Les Etats-Unis d'Amérique et la France y assistaient en qualité d'observateurs.

Election du Bureau

4. M. Martin Dalepa (République Unie du Cameroun) a été élu Président de la réunion, M. Dinke Tesfu (Ethiopie), Vice-Président et M. Andrew Habbanti (Zambie), Rapporteur.

## B. ORDRE DU JOUR

5. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Allocution d'ouverture
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et autres questions touchant l'organisation
4. Rapport intérimaire sur le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages (PAMEN)
5. Besoins en matière de données sur les ménages
6. Conditions à remplir pour mettre en place un dispositif d'enquêtes sur les ménages
7. Certains projets communs de sondage; leurs avantages et leurs inconvénients
8. Programmation des enquêtes
9. Traitement, évaluation et analyse des données, et établissement de rapports, leur publication et leur diffusion
10. Formation du personnel participant aux enquêtes
11. Programme futur de travail dans le domaine des enquêtes sur les ménages
12. Assistance technique et financière
13. Questions diverses
14. Adoption du projet de rapport
15. Clôture

## C. COMPTE RENDU DES DITES

Allocution d'ouverture

6. Après avoir déclaré qu'il prenait grand plaisir à ouvrir la réunion, le Secrétaire exécutif de la CEA a noté que la dernière fois qu'un groupe d'experts de ce genre s'était réuni à la CEA était il y a cinq ans et que de grands progrès étaient accomplis depuis lors dans l'exécution du Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages.

7. Le Secrétaire exécutif a souligné qu'un certain nombre de pays africains avaient pris l'initiative de formuler et d'exécuter leur propre programme sans attendre l'ouverture officielle du programme. La CEA avait commencé la mise en exécution de l'élément régional du programme en juillet 1978 et elle avait mis en place un noyau de spécialistes des enquêtes qui seraient chargés de fournir l'appui technique nécessaire aux pays africains intéressés. Devant l'intérêt suscité par l'initiative africaine, le Conseil économique et social des Nations Unies avait adopté en mai 1977 une résolution sur le programme national concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages, qui s'appliquait à tous les pays en développement du monde.

8. Le Secrétaire exécutif a rappelé que l'objectif du Programme d'enquêtes sur les ménages était de permettre aux pays participants de rassembler des données démographiques, sociales et économiques intégrées sur les ménages et les divers membres des ménages. On escomptait que le programme permettrait aux pays d'établir ou de renforcer des organisations sur le terrain en vue du rassemblement de données.

9. Le Secrétaire exécutif a souligné aussi que l'un des principaux problèmes qui se posent à de nombreuses autorités centrales de planification est le fait que les données dont on dispose d'ordinaire aux fins de la planification sont périmées et par conséquent de portée limitée. Le programme actuel vise à remédier à ces défauts en prévoyant un courant continu de données reliées entre elles et dont la portée peut être élargie pour répondre aux besoins prioritaires d'un pays donné.

10. Le Secrétaire exécutif a indiqué que les données que l'on propose de collecter pouvaient servir à un grand nombre d'usages. Il a insisté sur le fait que le rôle des bureaux de statistique n'était pas seulement de rassembler les données mais aussi de les évaluer et de procéder à une analyse préliminaire.

11. Enfin, il a invité instamment les participants, bien qu'ils aient été invités à titre individuel, à user de toute leur influence pour persuader leurs gouvernements non seulement de s'engager verbalement mais aussi d'accorder un appui concret au programme.

## D. RAPPORT INTERIMAIRE SUR LE PROGRAMME AFRICAIN CONCERNANT LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS D'ENQUÊTES SUR LES MÉNAGES (PADET)

12. Monsieur S.A. Goldberg, Directeur par intérim du Programme national concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages (PADET) a été invité à prendre la parole pour entamer les débats de fond de la réunion. Dans une brève allocution, il s'est déclaré très heureux de pouvoir assister à la réunion du Groupe et il a rappelé les événements qui avaient abouti aux efforts mondiaux de développement des enquêtes.

13. Sa première visite dans une région en développement comme Directeur du Bureau de statistique de l'ONU avait eu lieu en 1973, lorsqu'il avait participé à la huitième session de la Conférence des statisticiens africains. Cette réunion avait lancé le PADEN qui était devenu par la suite un modèle pour le reste du monde, modèle qui avait inspiré le PNDEM. Il a souligné le rôle déterminant de l'Afrique dans les efforts mondiaux et noté que la région africaine était la première où il se rendait en sa nouvelle qualité. Il a promis de fournir des renseignements plus détaillés sur le programme au cours d'interventions ultérieures.
14. Le secrétariat a présenté le rapport intérimaire sur le PADEN figurant dans le document E/CN.14/SPD.21. Ce document faisait état de nombreuses activités d'enquêtes faisant suite aux recensements de la population de la série de 1970 mais aussi de retards dans la fourniture d'un appui régional de l'ONU à ces travaux.
15. L'examen détaillé des activités des pays énoncées dans le rapport faisait clairement ressortir que la liste des efforts nationaux accomplis était incomplète. Un certain nombre de participants ont donné des renseignements sur les activités supplémentaires exécutées dans leur propre pays et il a été décidé qu'il faudrait envoyer de plus amples renseignements au secrétariat de la CEA à l'avenir. Le représentant de l'Enquête mondiale sur la fécondité a donné des renseignements sur douze pays participants et sur quatre autres dont on escompte qu'ils participeront à l'Enquête.
16. Le groupe de travail a noté que les renseignements donnés dans le document E/CN.14/SPD.21 étaient limités aux activités d'enquête actuelles et aux plans futurs, qui étaient importants pour le développement futur dans le cadre du PADEN et du PNDEM. Il était néanmoins nécessaire de constituer un dossier sur les enquêtes africaines qui serait alimenté au fur et à mesure et le secrétariat a assuré que les renseignements déjà publiés seraient mis à jour.
17. En général le groupe de travail a estimé que les pays africains devraient continuer à s'orienter des enquêtes exécutées sur une base ad hoc vers des programmes intégrés de collecte de données sur les ménages. Des progrès avaient été réalisés dans cette voie mais ils restaient inférieurs à ce qui avait été envisagé par la Conférence des statisticiens africains en 1973.
18. Une dernière question à examiner au titre de ce point de l'ordre du jour était la diffusion de renseignements sur les activités d'enquête. Le groupe a noté que le PNDEM prévoyait entre autres un bulletin à cette fin.
19. Le groupe a aussi demandé que le présent rapport indique les ressources en personnel de la Division de la Statistique de la CEA, qu'on trouvera ci-après :

POSTE DE LA DIVISION DE LA STATISTIQUE EN 1979

	<u>Administrateurs</u>		<u>Services généraux</u>	
	Personnel Permanent	Personnel affecté aux projets	Statisticiens	Personnel de secrétariat
Le Chef de la Division	1			1
Service consultatif pour les recensements et les enquêtes	1			
Service consultatif régional des statistiques démographiques		6 <sup>1/</sup>	1	3
Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages (PADEM)		3 <sup>2/</sup>		1
Programme de formation statistique pour l'Afrique		2		1
Assistance à la comptabilité nationale des pays les moins avancés		2		1
Section des statistiques économiques générales	5		8	2
Section des statistiques démographiques et sociales	2		1	1
Banque de données (commerce extérieur et statistiques connexes)	3		4	1
TOTAL	12	13	14	11

1/ Ce chiffre ne comprend pas le poste supplémentaire qui est demandé pour l'état civil.

2/ Ce chiffre comprend un conseiller de l'OIT en matière d'enquêtes détaché auprès de la CEA.

## E. DONNEES REQUISES SUR LES MENAGES

20. En présentant ce document, le représentant du secrétariat a fait observer que le système envisagé consistait à effectuer des enquêtes par sondage continues sur les ménages en plusieurs cycles successifs afin de couvrir toute une variété de domaines en 4 ou 5 ans. Le cycle est alors répété afin d'obtenir des séries de données sur chaque domaine tous les 4 ou 5 ans. Chaque cycle ne constitue pas une enquête entièrement indépendante. On assure la continuité et on établit un lien entre les cycles successifs en recueillant à chaque fois des données sur un petit nombre de questions centrales. Pour examiner les données nécessaires, on a donc établi une distinction entre: a) les questions centrales; et b) les questions spécifiques à chaque cycle d'enquête.

21. S'agissant tout d'abord des questions centrales, une liste en est donnée au paragraphe 5 du document, cependant que les concepts, les définitions et les classifications sont exposés du paragraphe 16 au paragraphe 73 et qu'un programme minimum de mise en tableaux est présenté aux paragraphes 74 à 76. Il a été souligné que la liste des questions centrales était adaptable et que le secrétariat était prêt à examiner des suggestions visant à ajouter de nouvelles questions ou à apporter des modifications.

22. En ce qui concerne les questions spécifiques, le représentant du secrétariat a attiré l'attention sur la liste figurant au paragraphe 2 du document et sur la liste récapitulative détaillée qui est donnée pour chaque domaine d'enquête aux paragraphes 10 à 15. Il a fait observer que cette liste n'indiquait aucun ordre de priorité et que les pays étaient libres soit d'adopter le même ordre soit de grouper ou de regrouper les sujets dans un ordre adapté à leurs besoins. Il a par ailleurs fait observer que dans le cas des questions spécifiques, il n'avait pas été possible d'examiner les concepts, définitions et classifications. Le secrétariat y travaillait et il s'efforcerait de proposer des directives ultérieurement. En attendant, les observations et les suggestions des participants seraient extrêmement utiles car elles aideraient le secrétariat dans ses futurs travaux.

23. Les questions centrales ont été examinées en premier. Plusieurs délégués ont fait observer que les questions centrales énumérées à la rubrique "variables au niveau communautaire" étaient importantes à des fins administratives et que l'on pouvait obtenir des renseignements sur ces questions soit par les voies administratives, soit en se reportant aux projets d'établissement de cartes des recensements de population. On a également émis l'opinion que si l'on utilisait un échantillon principal pour les enquêtes sur les ménages, il ne serait peut-être pas nécessaire de recueillir des renseignements sur les variables au niveau communautaire à chaque cycle de l'enquête. On a fait remarquer qu'il n'était pas facile de déterminer la "distance" et qu'il fallait préciser à partir de quel point de la localité il fallait calculer la distance. Il a été suggéré d'ajouter à la liste des variables au niveau communautaire "l'alimentation en électricité" et de mentionner la "source d'approvisionnement en eau" aussi bien parmi les variables au niveau communautaire que parmi les variables au niveau des ménages. Il a également été suggéré d'ajouter la "situation de famille" à la liste figurant à l'alinéa c). Un délégué a émis des doutes quant à la possibilité d'obtenir une estimation suffisamment précise, par exemple sur les services sanitaires, au moyen d'un sondage. En ce qui concerne les concepts, les définitions et les classifications, certains délégués ont souligné qu'ils devaient refléter la situation en Afrique. La définition du terme "ménage" a été examinée et il a été suggéré que le problème pouvait être abordé de telle façon que les incertitudes au sujet de la définition n'auraient pas d'importance. C'est ainsi que l'on

pourrait faire en sorte que la taille de chaque ménage soit enregistrée au cours de l'établissement de la liste des ménages et que ces renseignements soient mis à la disposition de l'enquêteur pour l'aider à identifier le ménage. En outre, si dans la présentation des données sur le nombre des ménages classés en fonction du revenu, on utilisait comme critère de classification le revenu par tête au lieu du revenu du ménage, on pourrait limiter les conséquences des erreurs commises dans la définition du ménage.

24. Le secrétariat a pris note de toutes ces suggestions. Il a été expliqué que les questions centrales énumérées à l'alinéa c), c'est-à-dire celles qui ont trait à chaque membre du ménage, étaient essentielles car elles devaient être reliées aux données relatives aux domaines spécifiques d'enquête à des fins d'analyse. Les questions centrales énumérées aux alinéas a) et b) étaient des variables explicatives et il appartenait aux pays de faire un choix parmi celles qui figuraient dans la liste ou d'en ajouter de nouvelles adaptées à leurs besoins. Il a également été précisé qu'il ne s'agissait pas d'obtenir les estimations concernant par exemple le nombre de services sanitaires dans le pays mais d'établir un rapport entre ces services d'une part et la population et les ménages sur lesquels portait l'enquête d'autre part. A cet égard, l'attention a été attirée sur les plans de mise en tableaux suggérés pour les questions centrales. A propos des concepts et des définitions, il a été signalé qu'un grand nombre des questions centrales proposées avaient été traitées dans des recensements de la population effectués en Afrique et que les détails qui étaient donnés étaient fondés sur les expériences qui avaient été faites et sur le consensus auquel on était parvenu.

25. Les divers domaines d'enquête ont été ensuite examinés. On a émis l'opinion que certaines questions figurant dans la liste relative aux variables démographiques n'étaient pas suffisamment importantes. On a fait remarquer que la liste était seulement à titre d'illustration et que les pays pouvaient choisir les questions et également entreprendre des enquêtes spécifiques et séparées sur les sujets auxquels ils s'intéressent spécialement.

26. Au sujet du revenu, de la consommation et des dépenses, plusieurs délégués ont souligné les difficultés rencontrées pour obtenir des données correctes sur le revenu. La question du choix d'une période de référence appropriée pour la collecte des données sur le revenu a également été soulevée. On a fait observer qu'en général il fallait rassembler les données sur le revenu pour une période d'un mois et qu'on pouvait soit ajuster ces données sur une période d'un an en procédant à des sondages périodiques soit rendre visite aux ménages 2 ou 3 fois par an de façon à recueillir des données pour toutes les saisons. Le secrétariat a été prié d'examiner à nouveau les modèles A et B présentés dans le document et d'essayer de suggérer un modèle qui tiendrait compte des débats de la réunion. Les participants ont été priés d'envoyer le cas échéant au secrétariat, des observations et des suggestions supplémentaires sur cette question.

27. La question de la main-d'oeuvre, de l'emploi, du chômage et du sous-emploi a fait l'objet de longs débats. Plusieurs participants ont soulevé des questions au sujet des concepts et des définitions et se sont interrogés sur le point de savoir s'ils étaient adaptés aux conditions africaines. Parmi les points soulevés, on peut citer les suivants :

- a) La définition du mot "travail" - devrait-elle être fondée sur la productivité économique ou sur la productivité sociale ?
- b) Le critère "gains salariaux" ne peut pas être utilisé pour déterminer la situation des enquêtés du point de vue de l'activité ou de l'inactivité dans le cas des pays sous-développés
- c) Des activités comme la distillation illicite, la contrebande, le marché noir, etc. devraient-elles être prises en considération dans la définition du mot "travail" ?
- d) Les femmes au foyer devraient-elles être considérées comme des personnes "qui travaillent" ?
- e) Faudrait-il considérer les "travailleurs découragés" comme chômeurs même s'ils ne cherchent pas activement un emploi ? Si oui, comment peut-on classer ces travailleurs objectivement, en particulier dans le cas des femmes au foyer, des étudiants et des handicapés ?
- f) Les concepts de sous-emploi visible et invisible et les difficultés rencontrées pour recueillir des données quantitatives permettant de faire la distinction entre les deux. Pour distinguer le sous-emploi visible comment faudrait-il définir les heures de travail normales ? Des questions qualitatives, comme celle de savoir si les intéressés sont "disposés à travailler davantage" pourraient contribuer à caractériser le sous-emploi visible.
- g) Il est difficile de recueillir des renseignements fiables sur la stabilité de l'emploi et le niveau de compétence. Le jugement que les enquêtés portent sur eux-mêmes n'est généralement pas exact. Les entreprises qui emploient des personnes devraient être en mesure de porter un meilleur jugement.
- h) Qu'entend-on par "chômeurs volontaires" ?
- i) Qu'est-ce que le "secteur informel" ?

Selon certains délégués, les objectifs de l'enquête et les utilisations des données devraient prendre le pas sur les variables et il faudrait élaborer un manuel entièrement consacré à l'étude des concepts, des définitions, du calendrier de l'enquête, des instructions, des plans de mise en tableaux, etc.

28. Le représentant du secrétariat a apporté des précisions sur ces différents points et il a attiré l'attention sur la définition du mot "travail" qui figure à la page 30 du document. Il a donné des explications sur les activités visant à mesurer le sous-emploi qui ont été entreprises à titre expérimental et sur un certain nombre de méthodes qui ont été mises au point. Il a également été mentionné que l'OIT avait entrepris d'élaborer des normes révisées pour les enquêtes sur la main-d'oeuvre, normes qui seraient exposées dans le "Manuel des méthodes d'enquête sur les ménages" de l'ONU qui est en cours de préparation. Sur la base de ces normes révisées, le secrétariat essaiera de proposer en temps opportun des directives détaillées.



29. On a abordé ensuite l'examen du domaine d'enquête relatif à la "situation en matière de santé, à la nutrition, à l'habitation, à l'approvisionnement en eau, à l'éducation, à l'alphabétisation et à l'accès aux services connexes". En ce qui concerne la "santé" [alinéa a)], on a émis l'opinion qu'une période de référence de 14 jours était trop courte et qu'elle devrait être prolongée jusqu'à un maximum de six mois. Les difficultés rencontrées pour recueillir des renseignements sur la nature de la maladie ont été soulignées. Pour recueillir ces renseignements il faudrait recruter des enquêteurs spécialisés autres que ceux qui sont employés lors des enquêtes sur les ménages. Pour ce qui est des dépenses de santé, il a été suggéré de rassembler des données sur la prévention (immunisation, utilisation de moustiquaires, etc.). Il a en outre été suggéré d'ajouter à la liste l'utilisation de plantes médicinales curatives. Un délégué a déclaré qu'à son avis il vaudrait mieux recueillir les données sur l'hospitalisation et les consultations pour soins médicaux auprès des hôpitaux et des cliniques plutôt qu'auprès des ménages; on a toutefois fait remarquer, en réponse à cette question, que seul le rassemblement des données auprès des ménages permet la construction de tableaux à entrées multiples avec les autres variables obtenues au cours de l'enquête.

30. Au sujet du sous-paragraphe b) intitulé "Nutrition", des détails ont été donnés sur les enquêtes effectuées au Kenya dans le domaine de la nutrition. On a fait observer que la liste devrait inclure des questions sur les quantités consommées et qu'il faudrait également recueillir des informations sur les déchets.

31. Au sujet du sous-paragraphe c) intitulé "Habitation et approvisionnement en eau" il a été suggéré que le titre soit modifié en "Habitation et équipements ménagers" et que les questions suivantes soient ajoutées sur la liste:

- i) Matériaux utilisés pour les fondations
- ii) Type d'assistance (prêt, crédit, etc.) disponible pour la construction d'une habitation
- iii) Coûts de construction ou d'achat de l'habitation
- iv) Dispositions prises pour le stockage des aliments
- v) Dispositions prises pour abriter les animaux

On a fait observer que la question "nombre de pièces" ne serait pas un bon indicateur car la superficie et les dimensions des pièces étaient également importantes. Au sujet de la question "source d'eau", on a fait observer que la distance était également importante. On a exprimé l'opinion qu'il était difficile d'obtenir de bonnes informations sur les matériaux utilisés pour la construction, en particulier dans les zones urbaines.

32. En ce qui concerne le sous-paragraphe d) intitulé "Education, alphabétisation et accès aux services connexes", on a fait observer qu'il fallait établir une distinction entre les zones urbaines et les zones rurales. Par exemple, il était inutile de demander aux ménages des zones rurales le nombre annuel de sorties pour des séances cinématographiques.

33. Au sujet du sous-paragraphe e) intitulé "Consommation alimentaire", on a posé la question de savoir si les quantités devaient être déterminées sur la base des déclarations faites par les ménages ou par des mesures réelles. L'observateur de la FAO a expliqué que la FAO était en train d'achever l'élaboration de normes pour les enquêtes sur la consommation alimentaire et que des détails supplémentaires seraient données à ce sujet en temps opportun. En général, on laissait aux pays le soin de décider si les données sur les aliments achetés ou les aliments consommés devaient être obtenues par la méthode de l'interview uniquement ou par des mesures réelles.

34. Le secrétariat a pris note des différents commentaires et suggestions et il a fait observer que la liste de questions figurant dans le document était donnée uniquement à titre d'illustration et que les pays pouvaient y apporter leurs propres modifications. Il a également été mentionné qu'il serait possible d'améliorer les sections concernant la "nutrition" et la "consommation alimentaire" dès que les normes détaillées de la FAO seraient disponibles.

35. On a ensuite examiné le paragraphe intitulé "Entreprises familiales". On a fait observer que le document ne fournissait pas une liste détaillée de questions sur ce sujet mais se bornait à indiquer les principaux domaines qui devaient être couverts. Le secrétariat a expliqué que le document concernant les données requises sur les ménages traversait une phase d'évolution. Le présent document donnait déjà plus de détails que le précédent (document E/CN.14/CAS.9/10/Rev.1) et, dans les futures éditions, des détails supplémentaires seraient ajoutés. L'objectif ultime était de fournir des directives détaillées sur les concepts, les définitions, le contenu des données et les plans de mise en tableaux pour chaque domaine examiné.

36. A la fin de la séance, la Division de la statistique de la CEA a donné un compte rendu détaillé des travaux effectués par le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des travaux en cours et des activités proposées en vue de la formulation de normes techniques internationales pour le Programme national concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages (on a distribué à la réunion le texte complet de la déclaration). En résumant les débats, un délégué a mis l'accent sur le fait qu'une marge de flexibilité avait été laissée aux pays et que ceux-ci devraient prendre l'initiative en formulant leurs propres programmes. Il a félicité le secrétariat d'avoir fourni un document de base utile et il a déclaré que les discussions et les échanges de vues avaient été très fructueux.

#### F. CONDITIONS ESSENTIELLES A REMPLIR POUR METTRE EN PLACE UN DISPOSITIF NATIONAL D'ENQUETES SUR LES MENAGES

37. Un représentant du Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies a présenté le document E/CN.14/SW/23 intitulé "Conditions essentielles à remplir pour mettre en place un dispositif national d'enquêtes sur les ménages". Dans sa présentation, il a examiné les conditions essentielles qu'un pays participant devrait remplir afin de mettre en oeuvre les principales activités relatives au programme d'enquêtes sur les ménages. Cela consisterait à assurer l'utilisation optimale des ressources nationales disponibles dans le pays ainsi que de toute assistance extérieure qui lui serait accordée. On a fait observer que, bien qu'une organisation permanente sur le terrain soit essentielle cela n'impliquait pas que les enquêteurs et superviseurs travaillant sur le terrain devaient être dès le début des fonctionnaires permanents du gouvernement. Encore qu'il s'agit là d'un objectif qui mérite d'être poursuivi.

38. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/CN.14/SM/23/Add.1 qui porte comme sous-titre "Estimation du coût d'enquête". Dans sa présentation, il a fait observer que les estimations budgétaires étaient données à titre d'illustration et avaient été calculées en se fondant sur certaines suppositions. Il a examiné en détails l'estimation du coût d'enquête dans les pays de taille moyenne, l'expression "taille moyenne" étant définie par certaines caractéristiques relatives à la population, à la superficie et au niveau des estimations, avec un échantillon proposé de 15 000 ménages. Afin d'expliquer pourquoi l'on avait supposé un chiffre de 100 enquêteurs par an, il a ajouté que l'on avait considéré que 200 enquêteurs seraient nécessaires pour l'une des enquêtes alors que pour les trois autres enquêtes du programme quadriennal, une moyenne de 67 enquêteurs serait nécessaire, y compris les prévisions en vue d'enquêtes ne portant pas sur les ménages et la codification.

39. Au cours des débats qui ont suivi, certains délégués ont fait observer qu'il serait difficile pour bon nombre de pays participants de remplir toutes les conditions dès le début, mais que le plan du programme d'enquête devrait contenir tous les éléments.

40. Certaines questions ont été soulevées au sujet des problèmes relatifs aux enquêteurs permanents travaillant sur le terrain. Des opinions ont été exprimées en faveur et contre l'utilisation d'enquêteurs permanents. On a fait observer que le succès de l'utilisation d'enquêteurs permanents dépendait des possibilités de promotion que le Bureau national de statistique pouvait offrir aux enquêteurs.

41. Plusieurs délégués ont fait observer que le document contenait des déclarations assez fermes au sujet de l'utilisation de personnel de terrain permanent. On a fait remarquer qu'un certain nombre de pays africains ont déjà alloué des ressources substantielles aux activités statistiques et cela devrait se poursuivre afin d'établir des organisations d'enquête ou de les renforcer.

42. Un certain nombre de questions ont été posées au sujet des estimations des coûts d'enquêtes, surtout au sujet du nombre d'enquêteurs. Les suppositions qui étaient à la base du nombre suggéré d'enquêteurs ont été exposées plus en détails aux membres du groupe.

43. Plusieurs délégués ont fait observer qu'il devrait y avoir une relation entre la taille de l'échantillon et le coût. Cependant, on a indiqué qu'il n'y avait aucune formule directement applicable à ce sujet.

44. Certains délégués ont fait observer que la classification des pays en pays de petite taille et pays de taille moyenne, telle qu'elle était proposée pourrait laisser penser qu'il y a une relation entre la taille des pays et la taille des échantillons. On a expliqué que cette classification était fondée sur la supposition que, pour un pays de taille moyenne, il fallait prévoir des estimations permettant une ventilation plus détaillée, par exemple selon les divisions géographiques et les groupes socio-économiques, que dans le cas d'un pays de petite taille. Le secrétariat a également admis que la nature de l'enquête permettrait en outre de déterminer la taille de l'échantillon.

45. En ce qui concerne la sous-estimation apparente du personnel administratif prévu pour l'enquête, il a été indiqué que, lors du calcul des coûts estimatifs, on avait supposé que le personnel habituel du bureau national de statistique aiderait le bureau de l'enquête afin d'effectuer le travail supplémentaire qui pourrait être requis occasionnellement par le programme d'enquête.

46. On a fait observer que, dans l'estimation des coûts, l'élément relatif au traitement des données avait pris en considération dans une certaine mesure les biens d'équipement fonçibles.

#### G. QUELQUES METHODES COURANTES DE SONDAGE, LEURS AVANTAGES ET INCONVENIENTS

47. Le secrétariat a présenté le document E/CN.14/SII/24 qui traitait des problèmes techniques rencontrés lors de deux enquêtes en Afrique. Ce document n'était pas conçu comme un examen général des méthodes de sondage utilisées dans les enquêtes.

48. Le groupe de travail a d'abord examiné les difficultés rencontrées lors des sondages où les unités aréolaires avaient été choisies avec des probabilités proportionnelles à la taille. La plus importante de ces difficultés était constituée par les incohérences des estimations de la taille de l'échantillon utilisées aux différents stades du sondage et qui pouvaient influencer l'estimation des valeurs relatives à la population et anéantir le caractère auto-pondéré de l'échantillon. On a observé que, dans un cas, une nouvelle opération de pondération était nécessaire au stade du traitement des données.

49. Parmi les autres difficultés, il y avait un léger surcroît de travail à l'avant-dernier degré du dénombrement, par rapport à un échantillon avec probabilités égales de la même taille, et la nécessité de pondérer les données à ce stade avant de les traiter.

50. On a examiné la possibilité d'utiliser des sondages avec probabilités égales comme méthode de rechange. Dans ce cas, les estimations concernant la taille de l'unité n'auraient aucun effet direct sur les probabilités de sélection, mais il y aurait une charge de travail préparatoire supplémentaire à cause de la nécessité de modifier le cadre des unités aréolaires afin d'assurer un volume de travail à peu près identique pour chaque enquêteur. Certains participants ont mentionné les problèmes soulevés par une telle modification.

51. Après un examen attentif des questions susmentionnées, les membres du groupe sont arrivés à la conclusion que les sondages avec probabilités proportionnelles à la taille constituaient une méthode utile, étant donné la situation de l'Afrique, malgré l'attention supplémentaire requise pour utiliser un tel sondage avec succès. Les problèmes rencontrés dans un petit nombre de pays ne justifiaient pas une interruption de l'utilisation des sondages avec probabilités proportionnelles à la taille; la solution logique était qu'il fallait apprendre à les effectuer avec succès. Les sondages avec probabilités égales pourraient être avantageux dans les pays qui ont un support cartographique bien développé et à jour, ce qui permettrait l'utilisation de sondages à deux phases.

52. On a suggéré au cours de la réunion une variante utile de la méthode de sondage avec probabilités proportionnelles à la taille, qui faisait intervenir les estimations de la taille fondées sur le nombre prévu de segments dans chaque unité primaire. Dans ce cas, les unités primaires seraient sélectionnées avec des probabilités proportionnelles à ces estimations et les unités sélectionnées seraient divisées en segments concordant d'une manière précise avec les estimations originelles. Un segment serait alors tiré dans chaque unité primaire sélectionnée. Les avantages de cette méthode étaient la simplicité et la possibilité de traiter les données recueillies à l'avant-dernier stade sans devoir appliquer de pondération. Un de ses inconvénients est que des problèmes seraient rencontrés si les estimations originelles du nombre des segments à créer étaient nettement erronées. Encore que ce problème caractérise le plan auto-pondéré en général.

53. On a suggéré que l'égalité du volume de travail de chaque enquêteur devrait constituer un objectif plus important lorsqu'on pouvait effectuer facilement une nouvelle pondération des résultats du sondage sur ordinateur au stade du traitement des données. Toutefois, les participants à la réunion ont estimé que les échantillons auto-pondérés étaient importants, surtout pour les enquêtes sur les revenus, la consommation et les dépenses, car ils facilitaient le dépouillement manuel des résultats à des intervalles réguliers au cours de l'enquête, ce qui permettait d'effectuer un contrôle de la qualité et une analyse saisonnière.

54. La question suivante examinée par les membres du groupe était l'utilisation de la stratification des revenus au dernier stade des enquêtes relatives aux transactions des ménages, etc.. On a fait observer que des types différents de stratification pouvaient être nécessaires lors des enquêtes sur d'autres sujets. On a attiré l'attention sur les problèmes posés par le traitement séparé de chaque strate lorsque cela devait être fait manuellement. Un autre problème était celui du choix entre des limites fixes et des groupes percentiles pour les strates. Les groupes percentiles étaient opérationnellement plus pratiques et n'entraînaient aucune fluctuation dans le volume de travail des enquêteurs, mais ils étaient moins efficaces parce que les strates se chevauchaient. Les participants à la réunion ont noté qu'il y avait une méthode permettant d'obtenir un volume de travail égal pour les enquêteurs en utilisant des limites fixes pour les strates, et il a été convenu qu'une description de cette méthode serait distribuée.

55. Les résultats des enquêtes effectuées récemment avaient indiqué que les données obtenues à l'avant-dernier degré des sondages étaient suffisamment précises pour la stratification. Néanmoins il fallait effectuer de nouveaux travaux pour identifier des indicateurs satisfaisants pour les strates ayant pour base les revenus et d'autres variables.

56. En réponse à une question, on a fait observer que les strates du dernier degré ne pourraient pas normalement servir de base pour l'analyse des résultats de l'enquête. La classification des données enregistrées au dernier degré se ferait en utilisant les informations plus précises contenues dans ces données.

57. Bien que la stratification effectuée au dernier degré avec des taux de sondage inégaux dans les strates complique considérablement le travail au cours d'une enquête par sondage, les membres du groupe ont conclu que cette méthode devrait être utilisée chaque fois que cela était possible dans les enquêtes sur le revenu et les dépenses des ménages car elle contribuait à améliorer la précision de la plupart des estimations plus importantes.
58. Le troisième sujet principal de discussion concernait l'estimation des valeurs relatives à la population et le calcul des erreurs-types dans les genres de sondage décrits dans le document de la CEA. Au cours des débats, des questions ont été posées sur la manière de calculer les variances et les erreurs-types dans les sondages avec probabilités proportionnelles à la taille, sur l'utilisation de la méthode des écarts ou des groupes aléatoires pour trouver les erreurs-types, sur l'utilisation de logiciels-types comme celui qui a été élaboré dans le cadre de l'Enquête mondiale sur la fécondité au lieu des formules et de la méthode appariée de sélection des données pour les enquêtes sur les revenus et les dépenses.
59. En réponse on a indiqué que l'erreur-type peut être calculée facilement en utilisant les équations 5 et 10 décrites dans le document, mais des coefficients de pondération doivent être appliqués pour obtenir "y". Les phases détaillées sont indiquées avec précision dans le document. Étant donné que des sous-échantillons avec interpénétration ou des répliques d'échantillons ne peuvent pas être dérivés des échantillons des pays A et B, on ne peut pas utiliser la méthode des écarts. De même, étant donné que l'on a utilisé des sondages avec probabilités proportionnelles à la taille, la méthode de groupe aléatoire ne convient pas. L'utilisation de logiciels-types a déjà été mentionnée lors de la présentation du document. Des équations ont été fournies pour montrer qu'il existe des méthodes simples pour trouver les erreurs-types.
60. En ce qui concerne l'obtention des données, il existe plusieurs méthodes telles que l'enquête unique pendant une semaine ou un mois, l'enquête permanente pendant un an gardant constamment les mêmes ménages, ou l'enquête permanente pendant un an avec remplacement complet ou partiel des ménages ou utilisation de sous-échantillons par rotation à des intervalles réguliers.
61. La troisième méthode est d'usage fréquent, avec certaines variations d'un pays à l'autre. Il appartient toutefois à chaque pays d'adopter une méthode adéquate selon ses ressources et besoins.
62. Le groupe a également posé plusieurs autres questions d'ordre général. L'une concernait la nécessité de visites répétées aux mêmes ménages. On a fait observer que normalement cela n'arrivait que lorsque l'on enregistrait les transactions des ménages. Une autre question concernait le point de savoir si la méthode de sondage décrite dans le document serait utilisée pour l'étude de tous les sujets d'enquête. En fait, il n'existait aucun corrélaire de ce genre étant donné que chaque cycle d'enquête nécessiterait normalement un plan de sondage approprié à la question étudiée.

63. Certains participants ont exprimé l'avis que le document était trop abstrait et théorique et ont proposé la rédaction d'un manuel sur les techniques de sondage. On a reconnu qu'il était souhaitable d'obtenir des renseignements d'un caractère essentiellement pratique, mais le secrétariat a exprimé l'avis qu'il serait plus utile et plus pratique de diffuser des renseignements concernant les problèmes et questions spécialement africains à mesure qu'ils deviennent disponibles. A cet égard, on a attiré l'attention sur les documents déjà existants.

#### H. ORGANISATION DE PROGRAMMES D'ENQUÊTES SUR LES MENAGES

64. Le groupe de travail a considéré le document E/CN.14/25 traitant des questions à étudier, des priorités et des moyens d'incorporer les diverses enquêtes dans le cadre d'un programme cohérent. Ceci représente une activité nouvelle comportant à la fois des éléments de politique générale et des éléments techniques. Le groupe a limité ses observations aux questions qui n'étaient pas suffisamment considérées dans le document de la CEA.

65. Dans ce document, on notait que l'insuffisance des moyens de traitement de données est un problème fréquent dans les opérations d'enquête. Le groupe a attiré l'attention sur l'analyse des données et la rédaction des rapports, qui constituent d'autres goulots d'étranglement, et il a été noté que l'Enquête mondiale sur la fécondité (EMF) s'était heurtée à des problèmes analogues. Il semble qu'il existe une insuffisance générale en fait de capacité de rédaction des rapports sur les enquêtes et sur les autres opérations, résultant d'une insuffisance des cours universitaires et de la pénurie générale de personnel statistique dans la région.

66. Un des participants a signalé que son pays s'occupait de mettre au point un groupe d'analyse et de planification des enquêtes, qui serait doté d'un personnel spécialisé dans certaines questions et qui s'occuperait aussi de la préparation des rapports relatifs aux enquêtes. Il était particulièrement important de pouvoir évaluer les incidences des opérations d'enquêtes dans une situation où la planification économique et sociale devenait un processus de plus en plus dynamique et où les planificateurs commençaient à comprendre de mieux en mieux leurs besoins en matière d'information.

67. Le groupe a reconnu que l'analyse et la rédaction de rapports constituaient des exigences spéciales et a demandé que le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) prenne des mesures adéquates dans ces domaines.

68. D'une façon générale, on a convenu que l'élément principal nécessaire pour organiser un programme continu d'enquêtes était la nécessité d'assurer un travail constant en matière de collecte, de traitement, d'analyse de données et de production de renseignements.

69. Le document de la CEA mentionnait l'importance de l'agriculture pour la mise au point de programmes nationaux d'enquêtes et la surveillance alimentaire comme des pays où il existe une pénurie alimentaire. Un document a été fourni par le groupe d'analyse de l'approvisionnement alimentaire d'Oxford, où était décrite une partie de la méthodologie envisagée pour cette dernière opération. On a également signalé que des entretiens avaient eu lieu en 1978 entre la FAO et la CEA en vue de préciser le rôle des statistiques agricoles dans le PAFSA.

70. Le représentant de la FAO a fourni des détails supplémentaires concernant les renseignements contenus dans le document de la CEE. Il a attiré l'attention sur les priorités de la FAO en matière d'enquêtes agricoles fondées sur les résolutions de ses organes directeurs. On avait déjà accordé une haute priorité à la consommation alimentaire et à la nutrition et il était nécessaire d'améliorer d'urgence les données concernant les populations agricoles et l'emploi dans l'agriculture. La FAO est en outre en train d'élaborer un programme sur le rôle des femmes dans la production agricole. Trois modules ont été testés dans certains pays en développement, le premier suivant l'approche de la main-d'oeuvre, le deuxième l'activité et le troisième l'approche utilisation du temps. La Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural avait souligné la nécessité de surveiller et d'évaluer les programmes de développement rural et d'évaluer le paupérisme rural ce qui impliquait des besoins supplémentaires en matière de statistique.

71. Des recensements agricoles étaient normalement organisés tous les dix ans. Il fallait également procéder à des enquêtes par sondage spécialisées plus fréquentes avec un accent particulier sur les modifications intervenues dans la répartition des terres et sur les effets de la réforme agraire.

72. On accordait actuellement une attention plus grande à la mesure de la production de subsistance, de la productivité et des coûts de production. Des données fiables sur ces sujets peuvent être rassemblées essentiellement à l'aide d'enquêtes sur les exploitations agricoles et enquêtes connexes.

73. Le représentant de la FAO a souligné les liens qui existaient entre les statistiques agricoles, le PNUD et le PADFI, liens déjà identifiés au cours des délibérations précédentes. Les enquêtes sur les ménages ne seraient pas suffisantes pour rassembler toutes les données agricoles, étant donné que la tenure agricole était l'unité normalement considérée par l'intermédiaire des ménages dans les pays en développement, ce qui renforçait les liens en question. La FAO appuyait pleinement le programme concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes et espérait prévoir des allocations budgétaires pour le financement des services de conseillers régionaux et d'autres personnels d'appui.

74. Le Groupe a été heureux de noter les cours offerts par le Bureau de recensement des Etats-Unis concernant l'analyse et la rédaction de rapports. Des cours étaient également disponibles pour l'amélioration de la communication entre les statisticiens et le personnel de traitement des données.

75. La difficulté en matière de communication entre les statisticiens et le personnel de traitement des données représentait un problème général pour toutes les organisations statistiques nationales, surtout dans les situations où les ressources en personnel étaient rares. On a fait observer que dans de telles situations, chaque fonctionnaire devait améliorer sa faculté de travailler dans toute une série de domaines. Le concept général était l'interdépendance des activités dans le cadre des organisations statistiques nationales.



# I. TRAITEMENT, EVALUATION ET ANALYSE DES DONNEES, ET ETABLISSEMENT DE RAPPORTS: LEUR PUBLICATION ET LEUR DIFFUSION

## a) Traitement des données

76. L'examen de ce sous-point s'appuyait sur le document E/CN.14/SM/26. Le groupe de travail a pris note de l'importance et de la complexité des opérations de traitement des données. Il a reconnu la nécessité de faire participer pleinement les informaticiens dès le stade de préparation des enquêtes, pour une meilleure coordination des tâches et une appréciation correcte des problèmes de traitement des données. Le représentant du secrétariat a passé en revue les différents moyens de saisie des données, énumérant les avantages et les inconvénients de chaque matériel. Une attention particulière a été accordée aux équipements de saisie permettant un contrôle simultané des informations.

77. Le groupe de travail a pris note de la nécessité pour les statisticiens d'établir à l'intention des programmeurs des instructions très claires au sujet des contrôles à effectuer et des procédures à suivre: corrections automatiques ou rejets d'enregistrements suspects ou erronés pour vérification. Les corrections automatiques doivent être comptabilisées aux fins d'analyse. Il a été fait mention de programmes généraux de contrôle, INCOR et UNIDET utilisés avec plus ou moins de succès.

78. Les principaux logiciels de tabulation ont également été cités (CENTS, COCENTS, TPL, TAB68, LEDA, SPSS, XTAB2 etc.). Ils sont en cours d'évaluation par l'Association Internationale d'Informatique Statistique (IASC). La formation à l'utilisation de ces logiciels doit être dispensée à un maximum de personnes pour pouvoir assurer une continuité dans le travail en cas de départ du personnel.

79. Le représentant du secrétariat a recommandé aux pays désirant louer ou acheter des ordinateurs ou changer leurs configurations, d'avoir recours à l'avis d'experts indépendants. Des conseils peuvent être donnés à ce sujet par le conseiller régional en informatique de la CEA ou par des conseillers techniques des Nations Unies spécialisés en la matière. Il a été indiqué que la prise en compte du seul critère coût/performance était insuffisante. D'autres critères tels que:

- la politique de maintenance des équipements
- la comptabilité avec d'autres équipements à proximité pouvant servir de "back-up"
- la portabilité de logiciels adéquats
- l'expérience de services statistiques similaires et la possibilité d'échanges de programmes
- la politique de formation, et
- la politique informatique nationale

sont également à considérer. Ces critères sont à pondérer en fonction de l'importance à accorder à chacun d'eux, pour une évaluation correcte des offres.

80. Le groupe de travail a insisté sur l'importance à accorder au contrôle de qualité qui n'apparaît pas suffisamment dans ce document.

81. La possibilité d'utilisation de l'ordinateur à des fins d'aide à l'analyse a été mentionnée, par exemple, édition de graphiques, histogrammes, cartographie automatique, techniques d'analyse de données, régression et analyse multivariée. Certains programmes de tabulation (SPSS, XTAB2..) comportent des routines de calculs. Il a été indiqué qu'il n'est pas indispensable d'avoir recours à un matériel spécialisé (traceur de courbes par exemple), l'imprimante classique pouvant donner des résultats satisfaisants.

b) Evaluation et analyse des données fournies par les enquêtes

82. Le représentant de l'Enquête mondiale sur la fécondité a présenté le document E/CN.14/SU/27, dans lequel on s'efforçait de préciser les techniques d'évaluation des données et en particulier on suggérait les moyens systématiques de mettre au point une analyse des données fournies par les enquêtes en se fondant surtout sur la méthode adoptée par l'Enquête mondiale sur la fécondité. En ce qui concerne l'analyse des données, les principales considérations étaient le traitement des données fournies par chaque cycle d'enquête et les relations entre les données fournies par plusieurs cycles d'enquête portant sur des sujets différents.

83. Comme ils ne disposaient que d'un temps limité pour cette partie des débats, les membres du groupe ont dû s'en tenir à un examen de la publication des données et des fichiers informatiques d'appui. La position générale indiquée par les membres du groupe était que les pays africains étaient conscients de la nécessité d'une coordination entre les bureaux de statistique qui devaient fournir les données et les organes de planification et autres organismes qui devaient utiliser ces données. Des relations opérationnelles efficaces commençaient à apparaître et quelques participants ont décrit les dispositions prises dans leur propre pays.

84. On a fait observer que certains aspects de l'analyse des données fournies par les enquêtes se situaient à un niveau trop compliqué pour être compris facilement par la génération actuelle de planificateurs, et les autres utilisateurs étaient dans une situation encore plus difficile. Par conséquent il fallait une certaine sélectivité lors de la présentation des résultats.

85. Un participant a décrit les dispositions prises dans son pays à cet égard. On publie d'abord un rapport technique de base sur l'enquête. On publie ensuite un rapport plus simple dans un but d'information générale. La troisième étape consiste en une analyse détaillée des données par les chercheurs et les institutions intéressées. Sur cette base, il a été possible d'essayer de définir les interrelations entre les données provenant des différentes parties du programme d'enquête, et le travail est confié principalement à l'université locale. On a mis l'accent sur le fait que les efforts déployés dans ce sens devaient être appuyés par des descriptions très détaillées des fichiers, et le pays en question avait également élaboré un dictionnaire de données énumérant toutes les variables utilisées dans chacune de ses enquêtes.

86. Cette approche a été acceptée par les membres du groupe de travail comme un principe directeur général pour la région africaine, avec quelques réserves. Il est difficile pour de nombreux utilisateurs de recevoir des données détaillées sur des bandes magnétiques et ils préféreraient recevoir des tableaux élaborés selon leurs propres spécifications. En outre il peut être délicat de mettre les données à la disposition des utilisateurs aux fins d'analyse, notamment par les non-nationaux, dans la mesure où il y a un manque de contrôle dans l'utilisation possible de ces données.

87. Les membres du groupe de travail ont estimé que l'approche utilisant une base de données mises sur ordinateur constituerait à l'avenir le meilleur moyen de traiter et de coordonner les résultats des enquêtes sur les ménages. Entre-temps, l'effort principal devrait porter sur l'établissement de rapports pertinents et complets sur les activités courantes.

c) Etablissement de rapports sur les résultats de l'enquête : leur publication et leur diffusion

88. En présentant le document E/CN.14/SM/28 relatif à ce sous-point, le secrétariat a attiré l'attention des participants sur la nécessité d'accorder une place importante à ce sujet au même titre que les autres aspects de la planification et de l'organisation des enquêtes. En effet aucune enquête n'est complète tant que les résultats n'ont pas été publiés et diffusés à grande échelle. Les voies et moyens en vue d'améliorer la situation en ce domaine ont été examinés dans le document.

89. Le groupe de travail a noté la suggestion selon laquelle la création d'un comité technique consultatif ou un comité similaire pourrait être utile pour définir et délimiter le programme de publications, déterminer le contenu des divers rapports, mettre au point un calendrier des publications et établir le budget correspondant.

90. Il a été en outre suggéré d'établir les rapports suivants dans le cadre du Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages :

- tableaux de base sur les sujets centraux avec une description explicative plus un rapport administratif et méthodologique
- tableaux de base sur les sujets particuliers, plus des tableaux sur ces sujets classés selon les sujets fondamentaux auxquels ils se rapportent, avec une description explicative concise
- analyse détaillée de tous les résultats de l'enquête.

Il peut être également nécessaire d'établir un certain nombre de monographies sur des questions spéciales

91. On a fait remarquer qu'il serait difficile d'adopter une telle approche et qu'il serait préférable de publier les résultats par thème, sous forme de rapports succincts portant par exemple sur les revenus, les dépenses et la consommation des ménages.

92. Le groupe de travail a considéré qu'il serait nécessaire de désigner un coordonnateur chargé essentiellement de veiller à ce que les différentes parties du rapport forment un tout cohérent dans la mesure où deux personnes ou plus contribuent à son élaboration. Le groupe a été également d'avis qu'il serait souhaitable de ne pas nommer les personnes ayant participé à l'établissement des rapports qui constituent le produit final d'une longue chaîne de travaux.

93. Le groupe a ensuite mis l'accent sur la nécessité de s'assurer de l'utilisation des données. Il a été suggéré à ce sujet que les statisticiens jouent un rôle actif pour intéresser les utilisateurs aux résultats d'enquêtes.

94. Le groupe a enfin reconnu que les services nationaux de statistique devraient disposer d'un matériel d'impression de type offset pour ne pas dépendre des moyens d'impression extérieurs qui sont souvent saturés. Il a lancé un appel aux organismes d'aide et de financement pour que ces derniers apportent une assistance aux pays pour leur permettre de publier rapidement les résultats d'enquêtes.

95. A ce sujet, le représentant du FISE a indiqué que son organisation apporte déjà une assistance à divers pays pour leur faciliter la publication des données. Il a en outre profité de l'occasion pour préciser que la publication sur le Kenya intitulée "Social Perspectives" est l'oeuvre du Bureau de statistique du Kenya et non du FISE.

96. Enfin, un représentant du Bureau de statistique des Nations Unies a informé les participants que son service vient de publier un document intitulé "The Organization of National Statistical Services - A Review of Major Issues", UNSO series F21. Un autre document intitulé "Manual on Statistical Organization" sera publié dans le courant de l'année prochaine. Ces documents contiennent des chapitres assez complets sur les problèmes concernant l'établissement des rapports, leur publication et leur diffusion.

#### J. FORMATION DU PERSONNEL D'ENQUETES

97. Deux représentants du secrétariat ont présenté successivement les documents E/CN.14/SM/29 et E/CN.13/SM/29/Ad.1 relatifs à ce point de l'ordre du jour.

98. Le premier document traite particulièrement de la formation des différentes catégories de personnel: personnel statisticien qualifié, personnel cartographique, personnel de terrain et personnel de traitement des données.

99. Le groupe de travail a pris note des facilités disponibles tant à l'intérieur qu'en dehors de la région pour la formation des cadres statisticiens appelés à assurer la direction technique des enquêtes. Il a été en outre informé que le Bureau fédéral de statistique du Nigéria organise des cours de deux semaines sur les méthodes de sondage. De tels cours pourraient être suivis par des candidats de langue anglaise provenant d'autres pays africains. Le Bureau fédéral de statistique du Nigéria peut également octroyer des fonds à des universités du pays en vue de l'organisation de cours pour la formation des statisticiens.

100. Le groupe est d'avis que d'autres moyens de formation étaient également utiles, par exemple, l'organisation de voyages d'étude dans les pays qui ont des enquêtes en cours, l'échange d'assistance technique entre les pays et les groupes de travail régionaux.

101. Le groupe de travail s'est penché longuement sur les problèmes relatifs à la formation du personnel de terrain. Il a recommandé que la formation de ce personnel soit assurée par le personnel de la direction technique de l'enquête afin de garantir une formation de qualité qui est une condition essentielle dans le succès d'une enquête. La moitié au moins du temps de formation devrait être consacrée aux travaux pratiques sur le terrain. Le groupe a reconnu les difficultés de recrutement et de formation des enquêteurs dues à l'existence de plusieurs langues locales. Plusieurs solutions ont été proposées à ce sujet parmi lesquelles le recrutement d'enquêteurs dans les régions où ils sont appelés à travailler, la traduction des questionnaires dans les principales langues locales, la possibilité d'avoir des questionnaires bilingues (langue officielle et langue locale) avec les réponses rédigées également dans ces langues, la fixation d'un niveau de recrutement approprié qui pourrait influencer favorablement la carrière des enquêteurs. Le groupe a finalement convenu que les pays devraient examiner soigneusement cette question à la lumière des conditions locales et choisir en conséquence des solutions appropriées.

102. Les participants ont de nouveau souligné la nécessité de planifier longtemps à l'avance la formation du personnel de traitement des données, et notamment des spécialistes, de façon à ce que ce personnel puisse apporter des contributions utiles dès la phase de planification et d'organisation de l'enquête. En réponse à une question, le secrétariat a confirmé que la CEA envisage d'organiser un séminaire de formation sur l'utilisation des programmes logiciels de statistique en 1983. Le séminaire portera sur la vérification (editing) et la mise en tableaux aussi bien des données d'enquête que celles de recensement et de l'état civil. On estime qu'à la date prévue de nombreux pays africains seront engagés dans les opérations de traitement de ces données.

103. Enfin, le groupe de travail a pensé que la CEA devrait examiner les moyens de mobiliser des fonds en vue de développer la recherche. Il a en outre suggéré que l'on devrait accorder une place importante à la formation des personnes chargées de la rédaction des rapports.

104. Lors de la présentation du second document, l'importance de la coordination des aspects du programme d'enquêtes concernant la formation avec le Programme de formation statistique pour l'Afrique, a été réaffirmée. Les suggestions suivantes ont été présentées :

105. Une mission devrait se rendre aussitôt que possible dans les 11 centres du PFSA en Afrique. Les membres de l'équipe devraient être un conseiller régional du PADEM et un conseiller du PFSA. L'objet de cette mission serait d'examiner les parties du programme d'études et des cours, afin de veiller à ce que les conditions du PADEM soient satisfaites. La mission devrait également déterminer si l'on dispose dans ces centres de l'équipement électronique et du logiciel nécessaires.

106. Des cours spéciaux seraient organisés à certains des centres PFSA, à savoir :

- a) cours concernant la programmation (on a suggéré que chaque cours devrait durer 16 semaines);
- b) des cours plus avancés en analyse de systèmes (durée suggérée: 1 an);
- c) cours de perfectionnement sur les enquêtes auprès des ménages pour les statisticiens professionnels (durée : 3-4 mois) et
- d) journées d'études pour les praticiens de la statistique en matière d'organisation et de méthodologie d'enquête sur les ménages (chaque session durera dix jours).

107. Pour mettre en oeuvre ce programme les éléments suivants seraient nécessaires :

- a) des bourses d'études afin de permettre aux étudiants et au personnel de participer aux activités des centres régionaux
- b) nomination de chargés de cours et de consultants supplémentaires aux centres du PFSA;
- c) achat d'équipement électronique et de logiciel supplémentaires; et
- d) financement des missions des conseillers.

108. Il a été suggéré que le premier élément (bourses d'études) pourrait être obtenu sur la base des documents de projet par pays du PADEM. Les trois autres rubriques pourraient être financées grâce à un élargissement du budget du projet du PNUD (PAF/78/017) appuyant le PFSA.

109. Au cours des délibérations qui ont suivi, l'on s'est posé la question de savoir quelle serait la situation de trois centres de formation par rapport au programme de formation statistique pour l'Afrique. Il s'agit de l'Institut de la statistique et de l'économie appliquée de l'Université de Makerere, à Kampala (Ouganda), et de l'Institut de formation statistique de l'Afrique de l'Est à Dar es-Salaam (Tanzanie). On a fait observer que chacun de ces centres participait au PFSA, et l'on comptait que ceux-ci seraient à même de fournir un apport utile en vue de répondre à tous les besoins supplémentaires éventuels en matière de formation du PADEM. Dans le cas de l'EASTIC, à Dar es-Salaam, qui a formé du personnel de niveaux moyen et intermédiaire, on a attiré l'attention sur la nécessité d'une orientation pratique des cours. On a signalé que le programme de formation de cet institut comprenait des travaux pratiques et notamment un projet très utile d'opération sur le terrain.

110. Pour ce qui est des cours en matière de programmation sur ordinateur, on a mis en doute la durée de 16 semaines prévue pour le cours. On a estimé que cela créerait des difficultés en raison des règlements de l'administration concernant le personnel nouvellement recruté. On a également fait observer au cours des délibérations que les besoins en matière de formation du PADEM présentaient un caractère d'urgence et devraient être considérés dans le contexte d'une période inférieure à celle de 4 ans qui avait été mentionnée.

111. L'adéquation du terme "coordination" dans le titre du présent document a été mis en doute. En effet, cette expression implique qu'il existe deux programmes de formation qui doivent maintenant être intégrés. Il s'agit plutôt

du fait que la demande de certains techniciens ayant augmenté, il conviendrait maintenant de prendre des mesures en vue d'accroître en conséquence l'importance des cours. L'argument en faveur de l'expression "coordination" était qu'en raison des besoins de cet important programme (PADEM), un nombre plus considérable de personnel de certaines catégories sera nécessaire. Dans les prévisions établies par les bureaux nationaux de statistique concernant les besoins futurs de personnel, l'on n'a pas tenu compte des besoins du PADEM, étant donné qu'on ne les connaissait pas auparavant. Il devient donc nécessaire d'organiser de nouveaux cours spéciaux. Il s'agit non seulement d'élargir les cours existants aux centres du PFSA, mais de mettre au point des programmes et des cours, de prendre les mesures administratives nécessaires, de nommer des chargés de cours et des consultants et d'obtenir de l'équipement et du matériel supplémentaires. Il est maintenant indispensable de placer dans une perspective rationnelle ces nouveaux besoins compte tenu des services existants de formation et de tirer le meilleur parti possible de l'organisation et des ressources du PFSA.

#### K. PROGRAMME DE TRAVAIL FUTUR

112. Le groupe a recommandé le programme de travail suivant pour la composante régionale du PADEM. Ce faisant, il a accueilli favorablement l'offre faite par le Bureau de recensement des Etats Unis d'apporter une aide en ce qui concerne les stages de formation, les manuels, le logiciel, etc.

#### Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages (PADEM)

Fourniture de services consultatifs pour la planification et l'exécution de programmes nationaux intégrés d'enquêtes sur les ménages, en collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU.

- a) Elaboration de documents relatifs au programme d'enquêtes à l'intention des pays qui ont besoin d'une assistance technique et financière dans le contexte du Programme mondial PNDPM.
- b) Fourniture de conseils techniques aux pays africains qui ont déjà entrepris activement des opérations d'enquêtes ou qui ont l'intention de le faire. Ces conseils porteront sur tous les aspects des opérations d'enquêtes, mais le traitement des données fera l'objet d'une attention particulière.

Mise au point de méthodes permettant de rassembler, d'exploiter et d'analyser de façon continue des statistiques économiques, sociales et démographiques intégrées recueillies auprès de ménages, en collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU et les institutions spécialisées de l'ONU:

- a) Mise au point de questionnaires à titre d'illustration et de documents connexes sur la base de l'expérience des pays. Pour ce faire, il faudra tenir compte de la place qu'occupent dans les programmes d'enquêtes sur les ménages certains aspects des statistiques de l'agriculture, de la surveillance alimentaire et d'autres sujets particulièrement importants.

- b) Adaptation des concepts, définitions et classifications fondamentaux suivie d'une mise au point plus poussée compte tenu des besoins de l'enquête.
- c) Examen de considérations particulières touchant le plan de l'enquête, comme par exemple la possibilité d'effectuer une série d'enquêtes distinctes ou d'organiser le programme d'enquêtes de manière plus continue, l'utilisation des échantillons de l'avant-dernier degré pour obtenir des données démographiques, des données sur la main-d'oeuvre et d'autres types de données, l'amélioration de la précision des données relatives à la répartition du revenu et d'autres données au moyen de la stratification des échantillons du dernier degré, les problèmes pratiques que pose l'application des techniques de sondage classiques.
- d) Elaboration, à titre d'illustration de programmes de mise en tableaux qui seront finalement utilisés de façon à pouvoir disposer d'une base de données plus détaillée et plus souple pour dépouiller les renseignements obtenus dans les enquêtes sur les ménages.
- e) Mise au point de méthodes d'analyse des données relatives aux ménages. Il s'agira d'analyser les données recueillies lors d'enquêtes particulières et d'établir des corrélations entre les données provenant d'un certain nombre d'enquêtes. Il sera tenu compte de la nécessaire coordination pratique et technique entre la planification et la réalisation du recensement et de l'enquête.

Collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU pour coordonner l'assistance internationale et bilatérale apportée aux pays participants. Groupes de travail : l'organisation, le contenu et les méthodes des enquêtes sur les ménages (1981), utilisation de programmes logiciels (1983).

Activités de formation, en collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU, le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) et les organismes donateurs bilatéraux. Fourniture d'une assistance pour former et perfectionner le personnel nécessaire pour mettre en place des programmes d'enquête efficaces, y compris la formation en cours d'emploi au niveau national.

#### L. ASSISTANCE TECHNIQUE ET FINANCIERE

113. Un représentant du Bureau de statistique des Nations Unies a présenté le point 12 de l'ordre du jour concernant l'assistance technique et financière, qui est commentée dans le document E/CN.14/SM/30. Il a été noté que ce document était fondé sur plusieurs passages d'un prospectus rédigé en vue d'une réunion consultative des institutions multilatérales et bilatérales, des pays, des organismes des Nations Unies, des commissions régionales et des institutions spécialisées intéressées, et que ce prospectus était en cours de révision. La structure des ressources disponibles pour le programme global du PADEM décrite dans le prospectus, et le genre d'assistance possible dont on pourrait avoir besoin pour la mise en oeuvre du programme ont été résumés comme suit :



114. Le premier niveau de cette structure concerne les pays participants. Il contiendra la majeure partie des ressources externes requises pour compléter les ressources existantes des pays. L'importance de ces ressources variera selon les pays. Toutefois, on prévoit que de nombreux pays auront besoin d'un montant substantiel d'aide extérieure pour mettre en oeuvre le programme. Les estimations de coûts présentées précédemment traduisent également cette réalité.

115. Les commissions régionales joueront un rôle de premier plan dans l'exécution du programme et le second niveau des ressources se situera dans le cadre des services statistiques des commissions régionales. Ceci prendra la forme d'une équipe consultative régionale qui doit effectuer des missions de courte durée dans les pays pour fournir des conseils techniques, organiser des journées d'étude et des séminaires, participer dans l'élaboration des programmes nationaux d'enquêtes, etc. On a estimé que sur le plan mondial 24 conseillers régionaux seront nécessaires, soit une moyenne de six par région. A la CEA il faudra seulement deux conseillers régionaux supplémentaires. La responsabilité de la coordination du programme en Afrique incombe à la Division de la statistique de la CEA, en collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU et des institutions spécialisées intéressées. Des dispositions semblables seront établies dans les autres régions.

116. Le troisième niveau est celui du Groupe central de coordination du PADEM dont le siège est au Bureau de statistique des Nations Unies. Ce groupe comprendra un Directeur du programme et trois ou quatre fonctionnaires professionnels et il utilisera, le cas échéant, l'expérience et les compétences du Bureau de statistique des Nations Unies. Le Directeur du Programme fera rapport au Directeur du Bureau de statistique qui à son tour fera rapport au Secrétaire général adjoint chargé du Département des Nations Unies de la coopération technique et du développement. Le Directeur du Programme sera également conseillé par un Comité de l'examen du Programme qui est composé des principaux donateurs et, chaque fois que c'est nécessaire, par des comités consultatifs ad hoc. Le Groupe de coordination sera chargé de la gestion générale et de la promotion du PNDEM. Il travaillera en collaboration avec les commissions régionales et les institutions spécialisées et engagera des négociations avec les organismes nationaux et internationaux en vue d'obtenir des ressources financières et autres.

117. Les fonds de financement concernant les ressources externes ont été considérés ensuite. Le PNDEM est organisé sous les auspices conjoints du PNUD et de la Banque mondiale. Le FNUAP et le FISE ont également indiqué qu'ils étaient disposés à fournir leur plein appui. Un certain nombre de pays donateurs se sont déclarés très intéressés. Le programme bénéficie d'un appui unanime au sein du système des Nations Unies. Le Groupe central de coordination sera financé essentiellement par des sources multilatérales. Les dispositions en vue de la création de ce groupe sont en train d'être achevées.

118. Un financement régional sera exploré au niveau des fonds régionaux du PNUD, du FNUAP et d'autres organismes. Dans certains cas, on espère obtenir des contributions bilatérales. On a également mentionné que l'OIT fournit déjà au programme trois postes régionaux dont un chacune à la CEA, à la CEAL et à la CESAP.

119. Au niveau des pays, pour la préparation du prospectus on prévoit que 85 pays pourraient être desservis par le P.A.D.E.M. au cours d'une période de 10 à 12 ans. Un objectif minimum de 60 pays sera utilisé dans le prospectus révisé. Les pays intéressés seront desservis progressivement, en y ajoutant quelques uns chaque année.

120. Un projet de pays doit normalement durer de quatre à cinq ans en moyenne. Après cette période on espère que le pays sera en mesure d'entreprendre ses activités d'enquêtes avec ses propres moyens.

121. On prévoit qu'une quantité importante de ressources externes sera procurée aux pays par des voies bilatérales en plus de l'assistance provenant de sources multilatérales.

122. La procédure de lancement du programme a ensuite été décrite. Une fois qu'un pays se déclare intéressé au programme, le Bureau de statistique des Nations Unies et la Division de la statistique de la CEA organiseront une mission. Celle-ci discutera avec les utilisateurs et les producteurs des données et établira un document en vue de négociations avec les donateurs potentiels qui peuvent également participer aux missions préliminaires par pays. Un descriptif de projet sera établi une fois qu'on connaîtra les intentions des donateurs éventuels. Ce descriptif de projet indiquera les renseignements généraux sur l'origine du projet, les dispositifs existants, les apports nationaux et internationaux, le cycle d'enquêtes, les coûts estimatifs du projet, les engagements respectifs des organismes donateurs et bénéficiaires ainsi que les arrangements prévus pour le contrôle du projet.

123. Diverses explications ont été fournies au cours des délibérations qui ont suivi. En réponse à une question concernant l'admissibilité d'un pays qui a déjà entrepris une enquête sur les ménages, on a fait observer que toute enquête sur les ménages par échantillonnage en cours d'exécution pourrait faire partie du P.A.D.E.M., à condition qu'elle soit de nature à renforcer les capacités de ce programme. Le Bureau de statistique des Nations Unies, la Division de la statistique de la CEA et les donateurs éventuels examineraient cette question à la demande des pays. On a également fait observer que la liste des pays susceptibles de participer au programme est provisoire. On a mentionné les difficultés éprouvées pour le financement des coûts locaux par le pays. On a noté qu'en ce qui concerne l'assistance extérieure, chaque cas serait considéré selon ses mérites et une fois que l'on identifiait un besoin sur le plan national aucun effort ne serait épargné pour obtenir l'assistance extérieure nécessaire. En réponse à une suggestion selon laquelle toutes les ressources extérieures doivent être offertes par l'entremise de la CEA, on a fait observer que les dispositions de financement décrites dans le prospectus étaient le fruit de consultations approfondies avec les pays développés, les pays en développement et les organismes internationaux et que ces dispositions reflétaient un consensus.

124. Un représentant des Etats-Unis a informé le groupe que son pays était très intéressé à fournir une assistance au P.A.D.E.M. Le bureau local de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international dans chaque pays peut être contacté en vue de l'obtention d'une assistance technique et financière.

Le Bureau de recensement des Etats-Unis n'assiste pas financièrement les pays. Toutefois, il dispose de 40 fonctionnaires professionnels qui peuvent fournir une assistance financée par l'USAID. Le Centre du Programme international de statistique du Bureau offre une assistance en matière de formation et d'autres aides techniques, et les requêtes visant cette assistance devraient être présentées par l'entremise des bureaux de l'USAID dans les pays respectifs. Le représentant a mentionné une série de pays africains qui bénéficient actuellement ou qui bénéficieront dans un proche avenir d'une telle assistance.

125. Le représentant du FISE a rappelé l'importance considérable que le FISE accorde au PNDEM comme un moyen de rassembler des données sociales, particulièrement sur l'enfance, pour la planification du développement. Il a également souligné le genre d'appui que le FISE a fourni pour aider les pays à développer et à renforcer la collecte de données sociales et a expliqué la procédure à suivre pour soumettre une demande d'assistance au FISE.

126. Une suggestion visant à promouvoir la collaboration technique entre pays africains a été vivement appréciée. On a fait observer que le PNDEM avait inclu dans son prospectus la notion de coopération technique entre pays en développement.

#### M. AUTRES QUESTIONS

127. Concernant les activités de formation et autres, on a fait observer qu'il devrait y avoir une coopération plus étroite entre pays africains, et le groupe a reconnu qu'aucun effort ne devrait être négligé pour promouvoir cette coopération dans le contexte du programme concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages. Le secrétariat a signalé qu'on s'occupait d'établir un annuaire des experts statisticiens africains, qui devrait permettre aux pays de se demander mutuellement une assistance.

128. On a demandé si la CEA pourrait aider à la diffusion d'informations sur les enquêtes en fournissant un service de traduction, mais le secrétariat a déclaré que ses services étaient trop limités à cet égard.

129. Il a été confirmé que le Bureau de statistique des Nations Unies et la Division de la statistique de la CEA aideraient les pays à préparer les documents de projet nécessaires pour la négociation d'une assistance pour les programmes nationaux concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages. De plus, la CEA a entrepris un projet en vue de mettre au point de questionnaires pour les divers types d'enquêtes, questionnaires qui sont susceptibles d'être adaptés aux opérations nationales d'enquêtes.

130. Le groupe a noté qu'il y avait une différence entre les objectifs de l'EMF et du PNDEM. Alors que l'EMF ne porte que sur un domaine déterminé, le PNDEM s'occupe de questions beaucoup plus larges et peut travailler en fonction des priorités nationales dans toutes sortes de pays. Le Programme a donc une souplesse d'actions considérable.

131. On a brièvement réexaminé la question des auteurs des rapports. Il a été convenu qu'aucun nom d'auteur ne serait normalement indiqué dans les publications officielles. Toutefois, les rapports de recherche constituent une question quelque peu différente, et il serait utile pour les utilisateurs de ces rapports de pouvoir se mettre en relation avec les auteurs.

132. En réponse à une question, le secrétariat a expliqué que les publications "Informations statistiques" et le "Bulletin d'information statistique" de la CEA étaient à la disposition des statisticiens africains pour la publication de la documentation relative au développement des statistiques. La première publication paraît en anglais et en français. Le Bulletin contient des articles en langue originale accompagnés d'un résumé dans l'autre langue.
133. On a fait observer qu'on manquait souvent de renseignements concernant la quantité considérable de documentation disponible. Cela est dû en partie à des procédures défectueuses pour la diffusion de documents, et les organismes publiant ces documents pourraient apporter des améliorations en la matière.
134. Le groupe a proposé que le secrétariat envisage la possibilité de diffuser de façon plus large une version très abrégée des "Informations statistiques", de préférence à toutes les personnes figurant dans le Répertoire des statisticiens africains. Le secrétariat a promis d'examiner la question.
135. On a noté qu'on éprouvait certaines difficultés à trouver des documents au bâtiment de la CEA. Il a été expliqué que le "Bookshop" était une entreprise commerciale, que les documents de la CEA pouvaient être obtenus auprès de la section des documents, tandis que d'autres documentations concernant les Nations Unies étaient disponibles à la Bibliothèque.
136. On a ensuite considéré la comparabilité internationale des données fournies par les programmes d'enquêtes, qui devrait manifestement être aussi considérable que possible. Les concepts, définitions et procédures utilisés pour les opérations d'enquêtes devraient être conformes aux normes internationales et des projets spéciaux étaient en cours en vue de mettre au point une méthodologie nouvelle. Les activités de la Banque mondiale en vue d'améliorer les données concernant la répartition des revenus et le niveau de vie ont été citées à titre d'exemple.
137. On a toutefois fait observer que les données destinées à un usage international dépendaient toujours des disponibilités en fait de données nationales. Les opérations statistiques nationales doivent donc être considérées comme l'élément central. De plus il était également possible que les enquêtes nationales comprennent certaines questions présentant un intérêt international.
138. Un représentant du Bureau de recensement des Etats-Unis a signalé que l'étude de cas Atlantida sur les enquêtes était disponible en anglais et en français. Il a ajouté qu'Atlantida et les autres publications du Bureau seraient fournies sur demande.
139. La dernière considération concernait les besoins en données sur la main-d'oeuvre, et il a été indiqué que la nomenclature actuelle de l'OIT ne répondrait pas aux besoins des pays en développement, particulièrement en ce qui concerne le secteur traditionnel. En réponse à cette question, on a expliqué que l'OIT avait un programme de recherche permanent sur l'emploi, le sous-emploi, la main-d'oeuvre, les prix, etc., visant à définir des normes statistiques valables. Les travaux actuels mettent l'accent sur l'amélioration des enquêtes sur la main-d'oeuvre. La CEA utilise les normes de l'OIT dans le contexte africain et cette attitude est reflétée dans les documents de travail concernant les besoins en matière de données. Néanmoins, on a reconnu qu'une adaptation plus poussée serait nécessaire.

N. ADOPTION DU RAPPORT

140. Le groupe a approuvé le rapport, tel qu'amendé au cours de ses délibérations, en vue de la présentation à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains.